

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 19 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAMBERY METROPOLE (COMPOSTAGE)

lieu-dit CHAMPLAT
73000 Chambéry

Références : 20250206-RAP-Inspection-CompostiereChamplat.docx
Code AIOT : 0006108960

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement CHAMBERY METROPOLE (COMPOSTAGE) implanté lieu-dit CHAMPLAT 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAMBERY METROPOLE (COMPOSTAGE)
- lieu-dit CHAMPLAT 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006108960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté d'agglomération Grand Chambéry est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 1 juin 2018 à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts au lieu dit «Champlat»,

sur la commune de Chambéry. L'exploitation a été déléguée à la société SUEZ Organique.

Le site relève de la rubrique 2780-1-a, la quantité journalière de matière végétale entrant sur le site étant limitée à 60 t/j. Il traite exclusivement les matières organiques d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement chimique.

Cette plateforme d'une surface totale de 15800 m² accueille principalement les déchets verts en provenance d'entreprises paysagistes du secteur et des déchetteries de l'agglomération Chambérienne et a développé par ailleurs une activité de « façonnage » de déchets de bois de catégorie « A » à destination des chaufferies bois.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 8.8	Demande d'action corrective	2 mois
5	Bilans trimestriels	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 9.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.4	Sans objet
2	Rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 2.4.3.2	Sans objet
4	Critères de sortie du statut de déchets pour le combustible de type biomasse	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En synthèse, la visite d'inspection a permis de constater que le site était propre et relativement bien tenu au regard des points contrôlés de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Plusieurs actions restent néanmoins à mener, en particulier sur les conditions de stockage et sur la communication des bilans trimestriels.

A ce titre, il est demandé à l'exploitant de :

Sous un délai de 15 jours :

- Transmettre dans un délai de 15 jours la procédure associée au système de management qualité, devant être mis en place, en vertu de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2014.

Sous un délai de 2 mois :

- Identifier et d'attribuer une zone du site pour l'étalement des andains, qui sera utilisable en cas d'incendie.
Cette zone devra par définition être exempte, en tout état de cause, de tout déchet, engins, ...
- Communiquer trimestriellement les bilans visés à l'article ci-dessus. Les prochaines informations seront communiquées au 1er avril 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.4			
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage traité par an			
Prescription contrôlée :			
1-Installation de compostage de matière végétale brute a)-la quantité de matière traitée étant supérieure ou égale à 20t/j	Quantité journalière de matière végétale entrant sur le site: 60t/j	2780-1-a	A
Constats : L'exploitant a démontré, sur la base de son bilan de matière en 2024, que le site avait traité environ 13 500 tonnes de déchets végétaux pour la partie compostage, ce qui est conforme aux seuils précisés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Pour la partie stockage et revalorisation du bois, le bilan montre qu'environ 1000 tonnes ont été traitées (souches, bois catégorie A, troncs).			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Rejets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets
Prescription contrôlée : Le rejet au milieu naturel doit respecter à tout moment, sur effluent brut non décanté et non filtré, les valeurs limites suivantes et sans dilution : <ul style="list-style-type: none">> pH compris entre 5,5 et 8,5> Température: <30°C> Demande Chimique en Oxygène (DCO) : 300 mg/l> Demande Biologique en Oxygène (DBO5) : 100 mg/l> Matières en Suspension (MES): 100 mg/l> Azote Total Kjeldahl (NTK) exprimé en N : 30 mg/l> Phosphore Total (Pt) exprimé en P : 10 mg/l> Hydrocarbures totaux (HCT) : 10 mg/l> Plomb : 0,5 mg/l> Chrome : 0,5 mg/l> Cuivre : 0,5 mg/l> Zinc et composés : 2 mg/l Les valeurs limites de concentration doivent être respectées en moyenne sur 24 heures et aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Le bon fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement doit être contrôlé régulièrement et ceux-ci doivent être entretenus et curés autant que de besoin.
Constats : L'exploitant a mené deux analyses au cours de l'année 2024 de ses rejets liquides. Ces analyses effectuées par BUREAU VERITAS se montrent conformes aux valeurs édictées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Les rapports n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 8.8
Thème(s) : Situation administrative, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : 8.8.1- Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet. 8.8 2- La hauteur maximale des stocks de composts en fermentation, en maturation ou finis est limitée en permanence à 5 mètres. 8.8.3 - Les aires d'étalement des andains, utilisables en cas d'incendie, définies sur le plan en annexe

1 doivent être disponibles à tout moment.
<p>8.8.4 - En vue de la prévention des incendies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les andains de fabrication sont maintenus à un niveau d'humidité maximal, compatible avec la bonne marche du processus de compostage. • Le stock de déchets verts en attente de broyage ne dépasse pas 3000 m³, scindé en deux tas distincts.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les déchets étaient séparés en fonction de leur nature et en fonction de l'étape du processus de compostage (fermentation, maturation). Les andains ne dépassaient pas une hauteur d'environ 5 mètres.</p> <p>Le volume de déchets verts en attente de broyage entreposés lors de la visite était de l'ordre de 1000 m³. L'exploitant a expliqué qu'il garantissait une humidité maximale des andains en menant différentes actions comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ne pas impulser d'air lors des saisons chaudes et plus sèches • puiser dans le bassin secondaire à l'aide d'une pompe afin d'arroser les andains lors du manque de pluie. <p>En revanche, l'exploitant n'a pas su justifier d'une zone d'étalement des andains, utilisables en cas d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous demandons, sous un délai de 2 mois, d'identifier et d'attribuer une zone du site pour l'étalement des andains, qui sera utilisable en cas d'incendie.</p> <p>Cette zone devra par définition être exempte, en tout état de cause, de tout déchet, engins, ...</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Critères de sortie du statut de déchets pour le combustible de type biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 9.2
Thème(s) : Autre, Critères de sortie du statut de déchets pour le combustible de type biomasse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'engage à respecter l'arrêté du 29/07/14 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les broyats de déchets de bois pour un usage comme combustibles de type biomasse dans une installation de combustion, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la qualité des intrants utilisés dans l'opération de valorisation, • les techniques et procédés de traitement, • la qualité des broyats.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la valorisation du bois d'emballage de catégorie A vers les chaufferies</p>

<p>était mis en pause depuis la mi-année 2024, en raison de la nouvelle PMCB. Cette évolution réglementaire engendre donc de nouvelles contraintes et de nouveaux débouchés pour le bois notamment issus de chantiers.</p> <p>L'exploitant a démontré que le dernier lot de bois ayant fait l'objet d'une sortie du statut de déchet respectait les exigences de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant a signalé que les souches et les troncs faisaient l'objet de valorisation vers des chaufferies (ICPE type 2910-A) sans réaliser au préalable de SSD (AM du 29/07/14). Il apparaît en effet que ce type de déchets ne nécessitent pas de SSD pour être revalorisé dans une installation 2910-A.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à ce que l'exploitant transmette par courriel dans un délai de 15 jours la procédure associée au système de management qualité, devant être mis en place, en vertu de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2014.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bilans trimestriels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 9.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bilans trimestriels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au début de chaque trimestre, un état récapitulatif pour le trimestre précédent, précisant pour les différents types de bois ou déchets de bois :</p> <ul style="list-style-type: none"> · les quantités réceptionnées, · les quantités évacuées, et l'identification des installations destinataires (nom, département, commune), · l'état des stocks.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a signalé à l'exploitant qu'elle n'était pas destinataire des bilans mentionnés à l'article susvisé. L'exploitant a confirmé ne pas transmettre ces bilans relatifs à l'activité de revalorisation du bois (catégorie A + troncs/souches).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de communiquer trimestriellement les bilans visés à l'article ci-dessus. Les prochaines informations seront communiquées au 1er avril 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>